

Perception du libre accès et facteurs d'appropriation des archives ouvertes en contexte français: étude comparée de deux communautés disciplinaires contrastées

Perception of open access and factors of appropriation of open archives in the french context : comparative study of two contrasted disciplinary community

Working paper

Zone réservée à l'affiliation

Résumé

Cette proposition s'intéresse aux facteurs d'appropriation des archives ouvertes pour deux communautés scientifiques distinctes (économie, sciences de la mer), dans le contexte français. S'appuyant sur deux études de terrains contrastés, ce travail interroge notamment la variable disciplinaire ainsi que la complémentarité entre logiques de communauté et logiques institutionnelles, permettant de dégager des apports structurels transférables à d'autres contextes.

Mots-clés. communication scientifique; libre accès; archives ouvertes; usages ; services documentaires; économie numérique ; économie des services ; France

Abstract

Abstract

This paper focus on factors of appropriation of open archives by two distinct scientific communities (economy, marine sciences) within the french context. Based on two field studies, this work discusses various parameters such as discipline, community and institution, to bring out structural understanding that could be transfer to others contexts.

Keywords. scientific communication, open access, open archives, uses, documentary services, numeric economy, services economy, France.

1 Introduction

Initiés dès les débuts d'Internet avec les plateformes de communication scientifique directe, les dispositifs d'archives ouvertes se sont multipliés et diversifiés dans le contexte du mouvement pour le libre accès à l'information scientifique et technique. On distingue principalement des archives ouvertes internationales à vocation disciplinaire, des archives ouvertes nationales et des archives ouvertes institutionnelles (Armbruster *et al.*, 2009 ; Bhat, 2010 ; Pinfield *et al.*, 2014). Si elles sont aujourd'hui désignées par un vocable unique et sont toutes considérées comme des vecteurs de la voie verte pour le libre accès (Suber, 2013), elles désignent cependant des dispositifs répondant de logiques et de temporalité de développement différentes (e.g. Bosc, 2008). Comment sont-elles perçues et appropriées par les chercheurs ? Dans quelle mesure participent-elles du libre accès au savoir ?

En nous appuyant sur les travaux récents qui mettent la variable disciplinaire au cœur de l'appropriation des archives ouvertes et des services documentaires numériques pour la communication scientifique (Kingsley, 2008 ; Creaser *et al.*, 2010 ; Harley *et al.*, 2012), nous proposons une étude de terrains menée auprès de deux communautés contrastées dans le contexte français. Nous observons d'une part la communauté des économistes, qui a pu se structurer dès 1997 autour du dispositif international RePEc, et d'autre part la communauté des sciences de la mer qui, dans le contexte institutionnel de l'Ifremer, dispose depuis 2005 de l'archive ouverte institutionnelle Archimer, et les situons par rapport au dispositif national HAL. Pour chacune, nous interrogeons la perception qu'elles se font du libre accès à l'IST, la place des archives ouvertes dans les pratiques informationnelles des chercheurs, et distinguons les facteurs d'appropriation des archives ouvertes.

Hypothèses

H.1 La variable disciplinaire est une composante de l'appropriation d'une archive ouverte.

H.2 Les logiques institutionnelle et de communauté peuvent entrer en concurrence dans le développement et l'appropriation d'une archive ouverte.

2 Méthodologie de l'étude

L'étude s'appuie sur deux enquêtes de terrains, menées auprès de deux communautés scientifiques distinctes : sciences de la mer d'une part, et économie d'autre part. Des entretiens qualitatifs semi-directifs ont été menés d'un panel de 12 chercheurs représentatifs pour chaque communauté (doctorants, juniors,

seniors). Ils sur leur perception du libre accès et sur la place de les archives ouvertes dans leurs pratiques info-communicationnelles.

Le premier terrain s'inscrit dans le contexte institutionnel du centre de recherche de l'Ifremer, qui réunit des chercheurs français en sciences de la mer. L'archive ouverte Archimer¹, à la fois thématique et institutionnelle, est ouverte en 2005 à l'initiative d'un des responsables de l'information scientifique et technique du centre (Frédéric Merceur), dans le cadre du mouvement pour le Libre Accès. Un mandat obligatoire de dépôt des documents avec texte intégral est décidé en 2010, et l'archive ouverte devient le dispositif central du système d'information documentaire du centre.

Le second terrain porte sur la communauté scientifique des économistes, exerçant dans de nombreux laboratoires de recherche, et dont deux ont été enquêtés distinctement (LIRSA, GREQAM). La communauté peut s'organiser dès les débuts d'Internet autour de l'archive ouverte thématique internationale en économie RePEc². On observe par ailleurs, sur la plateforme nationale HAL³, des portails d'archives ouvertes plus ou moins actifs selon les laboratoires.

3 Perception du libre accès par les chercheurs enquêtés en économie et en sciences de la mer

3.1 Perception du libre accès par les chercheurs enquêtés en économie : une préoccupation gestionnaire plus qu'académique

Relativement au libre accès, les entretiens que nous avons menés soulignent, pour l'économie, et à l'instar de l'enquête Harley *et al.*, une conscience des enjeux - notamment en terme de politique tarifaire des éditeurs commerciaux en situation de monopole -, mais de manière très périphérique par rapport aux réalités du travail scientifique. Les publications dans des revues réputées sont importantes pour les avancées de carrière, mais le travail scientifique s'appuie principalement sur les working papers et les publications en revues sont mobilisées essentiellement pour la citation de la référence afférente au working paper utilisé. En ce sens, les tarifs des articles en cas de non abonnement par l'institution ne sont pas perçus comme des barrières d'accès à la connaissance scientifique. D'autant que les échanges et la demande directe aux auteurs ne sont pas perçus comme un frein mais une passerelle vers la prise de contact.

« Aujourd'hui on retrouve les papiers partout, il y a au moins trois versions par papier, je veux dire qu'avec une seule idée aujourd'hui on

¹ <http://annuaire.ifremer.fr/cv/16828/>

² <http://repec.org/>

³ <http://halshs.archives-ouvertes.fr/>

fait trois papiers, déjà il y a le working paper dans la conférence, ensuite on publie dans la revue hyper spécialisée, mais aussi dans des revues plus larges mais très quotées. On trouve le contenu, c'est la forme qui change. » (senior 1, LIRSA)

« Avec Google, on trouve les papiers, il n'y a pas besoin de tous ces sites payants. 90% des papiers que j'ai téléchargé venaient de sites personnels ou institutionnels ; les 10% restant c'est si je veux la version finale et là je passe par les services abonnés des universités ou Euromed. » (senior 2, DEFI-GREQAM)

« Le système D c'est de se refiler l'abonnement entre collègue. Même pour Science Direct, on est abonné mais pas à tout, on n'a pas la licence complète. Par exemple je veux des handbooks, mais j'ai pas accès, mais c'est peut-être parce qu'ils ne sont pas encore numérisés, je sais pas. Par contre c'est clair que quand on est abonné, c'est pratique. Parce que Google c'est surtout pour les working papers, mais on a besoin de citer les revues quand même, c'est la validation scientifique. » (junior 1, LIRSA)

« Ce chercheur je le connais, je voulais des articles à lui mais j'avais pas l'accès, des revues trop chères, il m'a répondu parce qu'un de mes profs lui a parlé de moi, il a laissé la porte ouverte et j'ai obtenu un contact direct. » (doctorant 1, DEFI-GREQAM)

La question du libre accès est perçue comme une préoccupation d'ordre gestionnaire plus qu'académique, du ressort des responsables de laboratoire et des chargées des ressources documentaires. Dans le contexte d'une concurrence internationale accrue (e.g. classements internationaux), et des affectations des budgets de recherche soumis à publication dans des revues de référence, les stratégies de publication sont prioritaires et encadrées par des politiques de laboratoire. La visibilité, l'impact de la recherche, sont associés à ces cadrages institutionnelles.

« C'est sûr que Springer pique du fric aux bibliothèques .. J'ai signé les pétitions, on a eu un problème avec Science Direct, ils voulaient pas nous changer le bouquet ou un truc comme ça, j'ai signé, mais c'est la bibliothèque qui s'est occupé de tout ça. (...) La défense pour le libre accès c'est un peu comme tout, on se mobilise à un moment, on fait monter la mayonnaise, mais c'est très compliqué de mobiliser constamment. Mais avec le passage aux responsabilités élargies on va devoir gérer les budgets, c'est vrai que là on va devoir se poser ces questions, on a calculé, enfin, c'est le documentaliste qui nous a fait savoir, le budget des ressources électroniques équivaut à un loyer annuel pour l'institut .. il va falloir faire des choix. » (senior 1, LIRSA)

« Depuis [le classement de] Shangai, il y a eu une prise de conscience, il faut publier de façon plus structurée. La politique de publication de notre labo est très établie, on est A+. Quand on a un étudiant qui va écrire un papier, la première chose qu'on lui donne c'est la liste des revues par classement, il faut publier là, et il n'y a rien en Open Access là-dedans. C'est une politique de publication élitiste, on suit la liste de l'AERES. » (senior 1, GREQAM).

Par opposition, les archives ouvertes et les revues en libre accès sont perçues comme des préoccupations périphériques, des plateformes de visibilité pour les non publiant, ou des médias de diffusion vers le grand public.

« La mise en ligne, c'est un peu comme un statut, c'est montrer qu'on travaille, avant d'être accepté par la revue. C'est mieux si c'est une publication, mais déjà ça permet de montrer qu'on est actif. (...) Ce qui compte vraiment de toute façon pour la carrière ce sont les articles, pas les documents de travail, c'est la revue et le statut de la revue, le comptage sur HAL a peu de sens, ce qui compte c'est le rapport annuel de recherche, avec toutes les publications et sans les working papers. » (Ingénieur de recherche, GREQAM)

« C'est vrai qu'il y a plein de gens qui mettent leur strucs dans HAL, c'est très bien (...) au lieu de faire de la biblio on trouve direct. En plus c'est aussi une façon de se protéger pour le copyright, c'est officiel. Mais c'est aussi un gros fourre tout pour les mauvais chercheurs, je connais des non publiants qui mettent des trucs sur HAL et qui pensent que ça compense .. Je trouve ça nul, c'est pas fait pour se donner de la notoriété mais pour partager. Ça leur permet d'exister mais ça vaut pas la publication. » (senior 1, LIRSA)

« C'est la restitution des résultats qui change, on raconte différemment les résultats scientifiques avec les blogs et les revues open source, c'est pour d'autres sphères que pour le public académique, c'est important, il y a aussi les tables rondes avec les journalistes. Mais pour la sphère académique, ce qui compte ce sont les revues qualifiantes. » (senior 1, GREQAM).

3.2 Perception du libre accès par les chercheurs enquêtés en sciences de la mer : atout pour l'activité scientifique, responsabilité du chercheur, pratiques émergentes

A contrario, le libre accès à la production scientifique est perçu par les chercheurs interviewés à l'Ifremer comme un facilitateur de l'activité scientifique (éviter les pertes de temps lors des authentications et redirections multiples, incitation à la lecture au-delà du seul résumé), voire une mission intrinsèque du métier de chercheur.

« Ce qu'on publie en général ce sont des travaux subventionnés sur fonds publics donc ça doit être visible (...). Je ne vois pas la concurrence pour les éditeurs, ceux qui accèdent à nos documents en général ce sont des petites universités, des étudiants ou des entreprises, c'est juste un élargissement du public par la base. » (responsable d'unité 1)

« Moi mon travail c'est de publier pour que ce soit accessible, gratuitement et par n'importe qui. On est déjà payé par l'état, donc ça doit être accessible. L'accès direct au texte intégral est très important, la

personne qui consulte accède directement au détail du travail, il n'a pas à chercher, il a le pdf associé. On n'a plus à chercher. » (senior 2)

« Quand j'utilise BiblioPlanète, je m'authentifie une première fois. Souvent je cherche par auteurs, je vois qu'il a publié ce papier là dans cette revue, donc j'y vais, je m'authentifie de nouveau, il te redirige, tu dois te réauthentifier, après tu refais la recherche par auteur, donc tu dupliques tes recherches par auteur et tu perds quand même pas mal de temps (...). Le libre accès, je trouve que c'est vraiment un gros avantage de visibilité et d'efficacité dans la recherche. » (doctorant 1)

« C'est franchement pratique, on gagne un temps fou, ça évite à chaque fois de faire des copié-collés, des recherches de l'article via google scholar ou autre, sur les sites perso il y a souvent le pdf et c'est vraiment mieux. En plus, quand on a un accès direct au pdf on est plus tenté de cliquer dessus, de lire l'article, sinon on remet à plus tard et on le fait pas forcément en fait, on se fie au titre, on doute, on se dit que c'est pas forcément vital, l'accès au pdf ça permet du temps réel. » (post-doctorant 2)

Parmi les chercheurs enquêtés à l'Ifremer, plusieurs sont d'ailleurs en prise directe avec les évolutions induites par le mouvement pour le libre accès à l'information scientifique, relativement aux modalités émergentes de publication et aux exigences politico-institutionnelles de production et de diffusion des données primaires et des résultats de la recherche quand elles sont financées sur fonds publics. Une des chercheuses rapporte particulièrement son engagement dans le projet européen OpenAIRE, pour lequel les administrateurs d'Archimer « ont vendu leur savoir faire ». Un autre présente, dans le cadre d'un projet international financé sur fonds publics, l'évolution des pratiques quand au partage des données, et ses appréhensions pour la partie R&D de son activité. Enfin, deux chercheurs rapportent leur choix de publier directement dans des revues open access à fort facteur d'impact, et leur prise de conscience des implications budgétaires du modèle auteur-payeur.

« Je travaille dans un projet européen, EuroBassin, je suis chargée de la partie Open Access des publications de l'Ifremer, c'est dans le cadre du FP7. (...) La bibliothèque aussi est sur le projet, côté management, ils sont financés à 100%, ils s'occupent d'identifier toutes les publications du FP7, pas seulement celles de l'Ifremer, mais de tout le projet. Je suis porteur de ce projet avec la bibliothèque (...) Ils ont vendu leur savoir faire, c'est super, là ça devient vraiment intéressant, ils valorisent leurs savoirs faire. (...) Ils se démarquent dans l'Open Access, il y a tellement de gens et d'outils, mais eux font valoir leur savoir faire (...) Et ça va aller dans OpenAIRE sans qu'on ai besoin d'intervenir, si on devait le faire individuellement, on le ferait pas. » (junior 2)

« Pour ce projet, les infrastructures sont financées et nous on récupère des données, on est dans la logique des physiciens, c'est le métier qui évolue. On partage les données, c'est en open access, c'est nouveau, c'est un apprentissage, mais nous on est quand même toujours inquiet de pas avoir le temps de valoriser nos données alors qu'on a eu beaucoup de

mal à les avoir, (...) il y a cette notion de R&D qu'on a peur de perdre, on est concepteur valorisateur, on a deux métiers, et il y a une compétition féroce. » (responsable d'unité 2)

« On a sorti cette année deux articles dans PlosOne Biology et c'est quand même 1500 euros par article c'est pas négligeable, alors que les abonnements c'est l'Ifremer qui les paie et nous on les sent pas, mais la bibliothécaire nous a montré les budget d'acquisition. » (responsable unité 2)

« On a publié dans une revue complètement open access. On était cnrs donc c'était gratuit pour nous, et dans mon domaine c'est une des revues qui a le plus gros impact factor donc c'est tout bon. » (post-doctorant 1)

La démarche de dépôt en archive ouverte, popularisée par le travail mené en interne autour de l'archive ouverte institutionnelle Archimer, est bien identifiée par les chercheurs interviewés, qui hésitent peu à exploiter ce type de documents. Elle engendre une diffusion des pratiques de communication scientifique directe, et une adhésion aux principes du libre accès.

« Les archives ouvertes, c'est comme Archimer, mais moi je vais pas de site en site, je passe par Google, c'est bien fait parce qu'il te dit toutes les versions qui existent. D'ailleurs je tombe souvent sur des documents d'Archimer comme ça. Il y a Hal, et TEL, je connais BASE aussi, c'est que du libre accès. » (post-doctorant 2)

« Pour les publications je vais dans le WOS, sinon je cherche par le titre de l'article dans Google et souvent on accède à une version, notamment quand on n'a pas l'abonnement à la revue. Si l'auteur l'a mis quelque part, c'est en libre accès via Google. C'est le même principe avec Archimer d'ailleurs. » (junior 1)

« J'utilise surtout les versions finales parce que entre la version n-1 et la version finale souvent il y a des modifications qui peuvent être assez importantes, et parce qu'on a la chance à l'Ifremer d'avoir des abonnements. Pour ceux qui n'ont pas d'abonnement c'est très bien sûr. D'ailleurs de temps en temps on nous demande encore des pdf, des indiens de l'Amérique du sud surtout, mais également des collègues de certaines universités. Je les envoie sur Archimer. » (responsable d'unité 2)

« Pour la publication elle-même il faut attendre parfois six mois, un an, là c'est en ligne en avant première. » (senior 4)

« Ce que je trouve fabuleux dans Archimer c'est que même les gens qui n'ont pas accès via la bibliothèque aux revues peuvent avoir une version de l'article » (senior 2)

« Si un de mes collègues cherche une de mes publi sans avoir accès aux bases payantes, là il peut, c'est la pluvale d'Archimer. » (senior 3)

La perception du libre accès varie ainsi fortement suivant ces deux communautés scientifiques et la nature des terrains enquêtés. Perçu d'avantage comme une préoccupation d'ordre gestionnaire qu'académique en économie, le libre accès apparaît comme un atout

pour la recherche et une composante émergente de l'activité scientifique pour les chercheurs en sciences de la mer. Outre l'influence des orientations politiques et institutionnelles sur l'appréhension du libre accès, distinctes selon ces communautés, on note l'impact des pratiques informationnelles et des modèles d'archives ouvertes, qui sont perceptibles dès cette première synthèse, et que nous développons ci-après.

4 Place des archives ouvertes dans les pratiques info-communicationnelles

4.1 Place des archives ouvertes dans les pratiques info-communicationnelles en économie

L'enquête menée auprès des chercheurs en économie relève des pratiques info-communicationnelles qui s'accordent avec les traits structurels relevés par Harley *et al.* (2010, p. 316-390) : recherche bibliographique au cœur de l'activité scientifique (recherche thématique par mots clés, identification et suivi d'auteurs), carrière académique reposant sur la publication dans un petit nombre de revues à fort facteur d'impact, culture forte des working papers, intérêt pour les services de supervision des working papers et les services d'indice et de suivi des citations, constitution de réseaux interpersonnels sur le long terme (relations avec les doctorants, rencontres lors des conférences).

La particularité des pratiques info-communicationnelles en économie tient dans la forte culture des working papers, en regard notamment des temps longs de publications dans le système éditorial traditionnel. Ils sont accédés directement par Google et Google Scholar, sur les sites de communauté comme RePEc et SSRN, les sites personnels ou institutionnels des collègues, les sites des universités ou des conférences, et par demande directe aux auteurs. Les chercheurs interviewés n'hésitent pas à citer des working papers dans leur bibliographie, en s'appuyant sur leur sens critique et des indicateurs de qualité (e.g. série contrôlée d'une université) ou d'usage (e.g. indices de citation). Les working papers sont parfois l'occasion d'échanges directes entre chercheurs : vérification des propos, demande en tiré à part de la version publiée le cas échéant. On notera cependant que la diffusion des working papers est pratiquée inégalement selon les chercheurs, par crainte du plagiat, ou par manque de connaissance des modalités de dépôt.

« Pour trouver les articles, je tape le titre dans Google et là il y a la localisation, le nombre de fois où l'article est cité, c'est un indicateur mais ça veut pas toujours dire quelque chose, un article récent est peu cité par exemple, je regarde surtout le résumé. (...) Si ça m'intéresse, je télécharge le PDF, il y a toujours une version, un working paper, même si c'est pas la version publiée, ça suffit pour avancer. » (doctorant 1, LIRSA)

« La publication est un processus très lent, ça peut prendre jusqu'à trois ou quatre ans. Par contre il y a toujours les working papers qui traînent sur internet, ils ont été présentés en conférence. Au début j'avais peur du plagiat, ça m'est déjà arrivé, mais c'est aussi une caution de paternité, c'est à double tranchant. (...) Si un working paper m'intéresse, je vais regarder s'il est publié dans une revue, s'il est assez vieux évidemment, je cite la revue, mais sinon je cite le working paper. » (junior 1, LIRSA)

« Il y a les séries de working papers, sur les sites des universités, mon labo en a une aussi mais je sais pas comment faire pour poster mes working papers, je sais qu'il y a une procédure de validation, (...) moi j'ai plusieurs affiliations, je ne sais pas vraiment à qui je dois envoyer. (...) Si je juge que c'est pertinent, je n'hésite pas à citer un working paper, même si c'est pas la revue « plus plus plus ». » (doctorant 1, DEFI-GREQAM)

Parmi les ressources mentionnées spontanément par les chercheurs interviewés, RePEc occupe une place centrale. Alors que les portails institutionnels et commerciaux de revues sont mentionnés inégalement (Biblio SHS du CNRS, Science Direct, EBSCO, JSTOR, Emerald, Persée), RePEc est cité par onze des douze chercheurs interviewés. RePEc est perçu comme un dispositif historique au service de la communauté, et la suite servicielle IDEAS, MRPA, EconPapers, NEP est bien identifiée comme composante de RePEc. Le site SSRN, ouvert en 2001 et combinant comme RePEc des working papers, des eprints et des catalogues d'éditeurs, est également cité. *A contrario*, la plateforme HAL, perçue principalement dans sa dimension nationale, est peu appropriée par les chercheurs interviewés.

« En 1997, c'est la première fois que je m'inscris à un service comme ça, c'est RePEc. Mais c'est plus seulement de l'open access maintenant, ils ont fait une convergence avec plein de services. C'est né en Allemagne, Munich. » (junior 2, DEFI-GREQAM)

« Vous connaissez le type qui a monté RePEc ? Il est formidable, il a tout compris, j'ai beaucoup d'admiration pour lui, un entrepreneur, au service de la communauté, il a fait ça tout seul ? » (junior 2, LIRSA)

« Archive ouverte ? Libre accès ? non je sais pas, je pourrais pas dire, c'est comme sur RePEc non ? il y a le lien vers le fichier. (...) C'est une façon de valoriser le travail, il y a une plus grande audience avec HAL, et encore plus avec RePEc. » (Ingénieur de recherche, GREQAM)

« Je suis tombée sur des papiers de SSRN, ils proposent des feeds de conférences, je me suis abonnée. Je connais bien RePEc surtout, je suis tombée sur MRPA, EconPapers, IDEAS, c'est pas mal du tout, j'y vais pour identifier des chercheurs, il y a leurs working papers. HAL ... non, je connais pas ... c'est pour quoi ? » (doctorant 1, DEFI-GREQAM)

« RePEc est vraiment spécifique à l'économie, et c'est mondial, c'est vraiment ce qu'il nous faut, alors que HAL c'est uniquement national. » (senior 2, GREQAM)

« J'ai ma page sur RePEc bien sûr, je mets le lien sur mon cv (...). J'ai pas entendu parler de HAL. C'est sûrement parce que je fais que des recherches internationales, je ne fais presque pas de citations en français. Mais je vais m'y intéresser de près, ce serait une bonne chose pour moi d'y être pour exister dans une base française, me faire identifier en France. » (junior 2, DEFI-GREQAM)

4.2 Place des archives ouvertes dans les pratiques info-communicationnelles en sciences de la mer

Nous ne disposons pas d'étude comparative des pratiques info-communicationnelles portant spécifiquement sur la communauté scientifique des sciences de la mer, mais notre enquête permet d'en discerner quelques traits. De la même manière qu'en économie, la recherche bibliographique est au cœur de l'activité scientifique (recherche thématique par mots clés, identification et suivi d'auteurs), et les services d'indices et de linking de citations sont très appréciés, la carrière académique repose avant tout sur la publication dans des revues de référence, les conférences internationales jouent un rôle clé pour l'identification et la rencontre de collaborateurs, et les réseaux de travail se basent sur des relations interpersonnelles constituées sur le long terme.

La spécificité des activités identifiées pour ces chercheurs de l'Ifremer tient dans la forte composante des missions d'expertise (commandes publics et privées) et des développements en R&D, qui s'accordent parfois mal avec la publication académique. Les rapports de données de terrain, la littérature grise (mémoires et thèses) et les posters présentés en conférence s'avèrent par ailleurs des documents utiles pour le travail scientifique. Ce sont autant de productions scientifiques et techniques qui peuvent être entreposés dans l'archive ouverte institutionnelle Archimer et mis à disposition de la communauté suivant des accès restreints ou ouverts au choix des déposants. Ainsi, Archimer, qui est très peu utilisée par les chercheurs de l'Ifremer pour la recherche d'articles scientifiques proprement dits - qui se fait essentiellement par Google et avec le Web Of Science (WOS) de Thomson Reuters, auquel est abonnée l'institution -, est fréquemment consultée pour la recherche de la littérature grise, les documents anciens produits au sein de l'institution, à valeur autant patrimoniale que scientifique et technique, et les posters présentés lors des conférences.

« Ce qui est intéressant en plus dans Archimer c'est que ça va amener d'autres papiers, d'autres publications que de rang A, on accède à des rapports, des posters, c'est fondamental, il y a plein de rapports qui sont très intéressants et qui ne sont pas accessibles via les moteurs classiques ou aux grosses bases comme Science Direct. » (senior 1)

« C'est une archive ouverte qui a une particularité, elle a pas seulement les productions actuelles mais aussi un volet historique, beaucoup de documents scannés, et notamment en pêche, ce sont des documents qui

souvent n'étaient plus disponibles autrement. (...) Sinon pour les articles, c'est le WOS.» (junior 1)

« Dans mon cursus, j'ai beaucoup changé [de domaine d'étude], je produis beaucoup de rapports d'expertise. Je trouve cette collecte intéressante parce qu'on peut y mettre des choses autres que la publication, les posters par exemple, la communication internationale qui est l'abstract plus le poster on peut le consulter sur Archimer. Et les rapports aussi. Il y a des gens qui me disaient « ben toi t'as pas publié », ils n'avaient pas de visibilité sur mon activité ; là ils peuvent voir que j'ai une activité diversifiée et dense, alternative aux seules publications de rang A. Ça les renseigne sur mes domaines de compétence. » (senior 5)

Ainsi, parce qu'elle tend à prendre en compte la diversité des productions des chercheurs de l'institution, l'archive ouverte Archimer devient un élément central de leurs pratiques info-communicationnelles. La centralisation des productions, combinée avec l'accès libre au texte intégral des publications scientifiques, en fait à la fois un outil de travail et de visibilité individuelle et institutionnelle.

« Nous sommes évalués en tant que chercheurs sur la base des publications et de la production scientifique et pour moi c'est un outil très synthétique, très utile, très efficace qui permet justement à n'importe qui de donner une image en temps réel de la publication. (...) Il y a des petites subtilités sur Archimer que j'aimerais bien voir évoluer, qu'on puisse mettre les présentations ppt, les vidéos, toute notre production. Mon but c'est d'avoir tout dans un seul endroit. » (junior 2)

« On doit changer notre manière de travailler, c'est-à-dire qu'au lieu de rentrer nos publi dans EndNote par exemple, on va les rentrer directement dans Archimer, sachant qu'on a un retour direct, on peut aller chercher les listes et faire les tris par documents, auteurs, unités. (...) Il faudrait un export automatique de Archimer vers EndNote, comme dans le WOS. » (responsable d'unité 2)

En ce sens, l'obligation de dépôt de l'ensemble des productions scientifiques et techniques exigées par l'institution depuis 2010 n'est pas perçue comme une contrainte. Elle n'est d'ailleurs pas respectée directement, mais adoptée par retour d'investissement grâce aux services à valeur ajoutée. *A contrario*, la plateforme nationale HAL n'est pas perçue comme une base de dépôt ayant une valeur ajoutée, mais une préoccupation pour les chercheurs dépendant d'unités mixtes de recherche.

« C'est obligatoire, mais pour moi c'est pas une contrainte, c'est normal que notre travail soit visible, un travail qui n'est pas visible n'existe pas. Je vois l'intérêt, on centralise tout, l'Ifremer produit des indicateurs. (...) Pour moi, la partie unité est plus importante que la partie individuelle. Dans le WOS c'est pas du tout possible d'identifier les unités, on est identifié ce au niveau de l'Ifremer. (...) HAL ... non ... ça ferait doublon, et ce qui est intéressant dans Archimer c'est le volet rapport, littérature grise.» (junior 2)

« *Moi, ce que j'attends, c'est une augmentation de mon h-index. J'encourage tout le labo à déposer parce que ça améliore vraiment notre visibilité.* » (responsable d'unité 1)

« *Normalement, comme on est une unité mixte, une UMR, ce serait bien de pouvoir saisir aussi sous HAL mais je pense que c'est pas dans ce sens là qu'il faut le faire, il faudrait une passerelle entre les deux archives pour que quand tout est saisi dans l'une ça bascule automatiquement dans l'autre, épargner le chercheur qui a déjà mille et une tâche.* » (junior 1)

« *Le travail que je fais pour Archimer c'est rentré complètement dans mes mœurs, et tout le monde commence à s'y mettre, c'est collectif (...). Si on doit faire ce travail d'appropriation pour d'autres sites, on va pas s'en sortir. Pour Archimer, il y a un côté affectif, c'est l'outil local, maison. (...).* » (senior 1)

Dans les deux communautés enquêtées, les archives ouvertes s'intègrent aux pratiques info-communicationnelles des chercheurs. Dans le cas de l'économie, la dimension de libre accès est peu perçue, et RePEc est envisagé d'abord comme un serveur historique et international pour les working papers. Dans le cas de l'Ifremer, c'est notamment la prise en compte des productions scientifiques et techniques et patrimoniales qui en favorise l'adoption.

5 Facteurs de diffusion et d'appropriation des archives ouvertes

Les entretiens permettent également d'identifier plus avant les facteurs de diffusion et d'appropriation des archives ouvertes, qui tiennent notamment dans la prescription et la formation aux ressources, l'accompagnement au dépôt, et le développement de services avancés.

5.1 Services d'accompagnement au dépôt et de formation aux ressources

Au cours des entretiens menés avec les chercheurs en économie, il est apparu une perception et une appropriation inégale des dispositifs RePEc et HAL, avec une préférence pour le service de communauté internationale sur le dispositif national. Les entretiens rapportent par ailleurs d'avantage de pratiques d'accès que de dépôt sur ces dispositifs. Nous avons pu identifier cependant des procédures de facilitation des dépôts des working papers dans le cas du GREQAM, dont la direction a chargé un correspondant unique des dépôts dans HAL et RePEc. Une doctorante du LIRSA rapporte par ailleurs qu'elle a découvert le service RePEc lors d'un TD sur la formation des ressources documentaires.

« *En tant que directeur de l'AMSE, j'ai invité les gens à être sur RePEc, se créer un profil, on y a notre série de working papers. Dès qu'il y a un nouveau papier de notre unité, il est référencé sur RePEc, mais c'est pas moi qui le fait, c'est automatique. Franchement je ne sais pas trop pour HAL, j'imagine que la série RePEc du Greqam est sur HAL, ou alors c'est d'abord sur HAL et dans un second temps sur*

RePEc ? Je ne sais, c'est pas un acte individuel, c'est collectif, c'est à l'échelle du laboratoire, c'est le responsable de la communication qui s'en occupe. » (senior 2, GREQAM)

« HAL c'est devenu une pratique courante ici depuis la mandature de F. Bloc [dir. Greqam 2006-2008], c'est lui qui a impulsé, et après c'est devenu mécanique. D'autant qu'avant, c'est ma collègue de bureau qui était correspondante HAL, donc pour moi c'est pas nouveau. Maintenant c'est le chargé de communication qui s'occupe de ça, un ingénieur du cnrs, c'est notre correspondant HAL, moi je serais incapable de déposer directement, j'envoie tout à Charles, c'est notre personne ressource. » (senior 1, GREQAM)

« On a eu un TD sur les ressources, j'ai découvert RePEc, c'est super intéressant, je savais pas qu'il y avait des archives ouvertes spécialisées, et le service NEP, ce sont des alertes thématiques, ça a l'air bien. Je me suis abonnée direct aux catégories qui me concernent pendant le TD, je vais suivre ça, c'est l'actualité de mon champ. » (doctorant 1, LIRSA)

Dans le cas de l'Ifremer, l'accompagnement au dépôt est très formalisé. Les chercheurs sont sollicités pour l'envoi de leur dernier draft (*preprint* validé) dès qu'ils ont publié. Le dépôt du draft dans Archimer est ensuite entièrement pris en charge par les documentalistes, qui vérifient et négocient les copyrights auprès des éditeurs. Des manuels d'utilisation d'Archimer et des formations sont assurés auprès des chercheurs. C'est plus largement la relation directe de service qui est plébiscitée par les chercheurs.

Sollicitation directe des chercheurs

« J'ai appris l'existence d'Archimer quand ils m'ont demandé de leur communiquer mes publi pour qu'ils les rentre dedans. C'était en début d'année (...). J'ai trouvé ça bien, je ne savais pas que ça existait. » (doctorant 1)

« J'ai beaucoup échangé avec F. Merceur, parce que à chaque fois qu'on fait un article il relance pour qu'on le mette sur Archimer (...), ce n'est pas encore un réflexe » (senior 4)

Gestion des copyrights et dépôt intermédié

« C'est eux qui font le dépôt, nous on doit juste envoyer le dernier draft, qu'on a de toute manière, donc c'est rapide, il n'y a aucune mise en forme à faire, c'est eux qui le font. » (junior 2)

« Chaque auteur est contacté pour récupérer le dernier draft des articles, c'est les auteurs qui font ça directement, ou qui envoient à la secrétaire de labo qui s'en occupe pour eux, ça dépend des unités, mais les auteurs reçoivent le mail et doivent juste communiquer leur dernier draft. » (responsable d'unité 2)

« Il y avait des problèmes avec les copyrights, on savait pas comment on pouvait mettre ça en libre accès, finalement on a eu des accords avec les publishers, c'est Frédéric [Merceur] qui a négocié. » (senior 4)

Manuels d'utilisation et formations aux chercheurs en présentiel et à distance

« Une bibliothécaire nous avait fait une présentation, avec les autres outils de la bibliothèque, ils présentent Archimer en même temps au début » (post-doctorant 1)

« Voici des guides d'utilisation, ils sont sur le site mais là c'est la bibliothèque qui me les a envoyé directement, par mail, c'est très simple, bien expliqué. On a eu une formation au dépôt des documents aussi, c'était très intéressant, c'était à distance, on était plusieurs interlocuteurs avec Morgane, donc ça permettait de redire ou reposer des questions, sur ce qu'on avait le droit de faire. » (senior 5)

Relation directe de service

« Sur Microsoft, on ne contacte personne, vous avez déjà essayé de contacter Microsoft ? Là on peut poser des questions, suggérer des améliorations, la communication est rapide. » (senior 4)

« Pour moi Archimer ça reste un outil local, très facile d'utilisation, j'ai un contact direct, ils sont très réceptifs, ils répondent du tac au tac. » (junior 1)

5.2 Les services avancés sur RePEc

Outre la qualité des informations accédés sur RePEc, les chercheurs interviewés signalent plusieurs services avancés : des pages auteurs avec les mentions d'identité académique de l'auteur, la centralisation de ses références bibliographiques et l'accès au texte intégral des working papers *a minima*, et les services complémentaires d'identification automatique des références pour alimenter son profil, de statistiques d'utilisation, et d'accès aux auteurs et références cités dans un papier ou citant un papier (*linking*). Il apparaît important de se faire référencer sur RePEc pour être visible de la communauté scientifique à l'international.

Accéder à une information de qualité

« Moi j'utilise RePEc pour la production scientifique, trouver l'information la plus au fait, identifier le spécialiste d'une question, ou un papier récent » (senior 2, GREQAM)

« Il y a beaucoup d'infos sur RePEc. En général sur Internet il y a des milliers d'info et c'est dur de savoir la source de référence, si c'est une bonne info. RePEc, c'est professionnel, c'est validant. » (doctorant 1, DEFI-GREQAM)

Identifier un auteur, se faire identifier en tant que chercheur

« Quand je fais une nouvelle recherche et que je trouve un papier intéressant, je vais rechercher le nom de l'auteur dans Google, quand ils ont des pages RePEc je vais voir leur page, ça montre l'historique des recherches, des affiliations, la liste des publications avec les années où ils ont beaucoup publié, les papiers les plus cités, les recherches en cours, c'est important. » (junior 2, LIRSA)

« Dans RePEc, il y a les mentions professionnelles essentielles, les affiliations et les publications. Je vois dans IDEAS que les co-auteurs

sont mentionnés, c'est très bien ça, mais c'est dommage quand on ne peut pas cliquer et qu'on n'accède pas à leur page, c'est parce qu'ils sont pas inscrits dans RePEc (...). Je mettais mes papiers de travail sur mon site puis j'ai décidé de le faire sur un service centralisé, en mettant les liens sur mon site, comme ça il y a moins d'administration de matériel et c'est plus facile d'accès pour les gens. » (junior 2, DEFI-GREQAM)

« Je suis sur RePEc bien sûr. J'ai déjà identifier des chercheurs à inviter sur RePEc d'ailleurs, pour des congrès. Et si j'ai un doute sur un papier, je regarde directement dans RePEc, je regarde ce que cette personne a produit précédemment, c'est très utile, c'est une sorte de cartographie de qui fait quoi dans quel domaine, sur quel sujet. Les info importantes sont là : où il a publié, l'abstract et qui le cite » (senior 2, GREQAM)

« Je m'en sers beaucoup pour avoir les citations. Pour moi RePEc c'est surtout un site pour voir les autres, qui fait quoi, leurs affiliations, leurs working papers, avec qui ils travaillent, parce que tu peux voir les liens entre les auteurs. Il y a des informations sur ce qu'ils ont écrit, mais après tu vas chercher le texte ». (doctorant 1, DEFI-GREQAM)

« Google pointe de plus en plus sur RePEc. Là c'est intéressant, on trouve les autres publiés de l'auteur, on remonte, c'est l'avantage, c'est agrégé par auteur, on voit tous ses working papers, c'est très pratique. » (Ingénieur de recherche, GREQAM)

Identification automatique des références pour alimenter son profil

« Le plus dans RePEc c'est l'identification automatique des papiers, c'est très pratique, il te dit « vous avez écrit ça » et tu valides, tu peux indiquer les différentes façons d'écrire ton nom, il va chercher les références. » (junior 2, DEFI-GREQAM)

Comptabilisation des citations à l'international

« Je ne mets pas mes papiers sur mon site personnel, je mets un lien vers RePEc et SSRN parce qu'ils font la comptabilisation des téléchargements, c'est très important, pour mon CV. Ces systèmes sont très importants pour ça, ils permettent des comparaisons au niveau international. Alors que les éditeurs ont des bases fermées, qui ne permettent pas l'interaction avec les autres systèmes, sauf de leurs propres ressources. » (junior 2, DEFI-GREQAM)

« Ce qui est intéressant dans ce type de service : ils envoient des informations statistiques sur l'utilisation des ressources, combien de fois un papier a été cité. Moi ce sont 50% de mes papiers qui sont visités via SSRN et RePEc et 50% par les sites d'indexation c'est à dire Google. » (junior 1, LIRSA)

Linking entre auteurs et références

« Par exemple sur EconPaper je peux voir tous les papiers qui citent cet article et y accéder en un clic s'il est référencé dans RePEc, et je peux voir tous les papiers qui sont cités dans cet article, de fil en aiguille je

remonte, j'affine ou j'élargie ma recherche. C'est pareil je peux aller d'un auteur à l'autre. » (junior 1, DEFI-GREQAM)

5.3 Les services avancés sur Archimer

Les services avancés dans Archimer procèdent de l'interfaçage de l'archive ouverte avec l'annuaire de l'institution et les sites des laboratoires. Le service de profil, en lien avec l'annuaire LDAP de l'institution, alimenté automatiquement par les références versées dans Archimer, avec des options de complétion manuelle (e.g. domaines de recherche, projets en cours) et une option d'interface en anglais, est plébiscité par les chercheurs interviewés. De même, l'actualisation automatique des références produites sur les sites d'unité est perçu comme un gain de temps et de qualité. La centralisation des références permet par ailleurs la réalisation d'analyses fines, en termes bibliométriques et scientométriques, qui servent notamment pour les rapports d'évaluation. Les services d'export des références facilitent également la réalisation des rapports d'activité. Le service de linking permettant de naviguer entre les auteurs et les citations apportent par ailleurs une plus-value pour l'activité de recherche.

Interfaçage d'Archimer avec l'annuaire : service de profil en ligne

« Pour faire un site perso, il faut avoir le temps, je ne crois pas que je l'aurais fait. Là c'est parfait, avec le nouvel outil de cv en ligne qui est connecté à Archimer (...) on est sûr d'avoir tout à la même place, visible par tous, on peut envoyer un lien. Je fais à minima : une ligne de signature dans mon mail : un lien vers ma page profil. (...) Et quand je communique à l'international, je mets le lien en anglais. » (senior 2)

« C'est très bien d'avoir ça, ça permet quand on a des interlocuteurs de les aiguiller directement là-dessus, quand on a quelqu'un qui veut savoir ce qu'on a fait on n'a pas besoin de sortir un papier ou de faire des recherches, c'est mieux de donner un site comme ça que de sortir un cv individuel. J'envoie des collaborateurs, des étudiants, des clients. » (senior 4)

« On a un outil de cv qui se crée tout seul comme un grand, avec les publi, et en plus les rapports, je trouve ça sidérant. Avant j'avais un cv que je faisais moi-même, on est obligé de faire des cv pour répondre à des projets européens, c'est toujours mal fait, c'est le truc qu'on fait en dernier, je crois pas qu'il était vraiment actualisé, là c'est extra, j'ai mis le lien de ma page en bas de mon mail. En plus c'est le premier lien dans Google. J'y mets toutes mes présentations, les rapports, c'est mon actualité, je m'en sers énormément pour communiquer. » (senior 1)

Interfaçage d'Archimer avec les sites d'unités : actualisation en temps réel

« Quand on met en place des sites internets pour des projets, avec des collègues européens par exemple, souvent si c'est des sites qui sont maintenus par des chercheurs eux-mêmes, ou par le service de la com, ce

qui est long c'est la mise à jour, et c'est finalement plus rapide de leur dire « faites le lien directement vers Archimer, parce que là la publication est déjà disponible. » (junior 1)

« Avant on avait des sites de trois ans de retard, au niveau de l'unité notamment. Maintenant, Le site de l'unité est mis à jour automatiquement, avec toutes les publications. C'est très bien, c'est très important, pour les gens qui nous cherchent, qui veulent savoir ce qu'on fait, qui veulent nous approcher pour un stage, une thèse par exemple. » (junior 2)

Un appui pour les rapports d'évaluation individuels et d'unités : exports automatiques des références, services bibliométriques et scientométriques

« Toutes les informations que l'évaluateur devait aller chercher à droite à gauche, les indices d'impact, les revues, les collaborations, là tout est préparé. Avant on faisait manuellement, là on a tout bien présenté, même pour le rapport d'évaluation perso on se construit son indice de citation en quelques clics. » (responsable d'unité 2)

« Ca nous aide énormément quand on est évalué. C'est d'ailleurs comme ça qu'ils nous ont mis le pied à l'étrier. C'est une comptabilisation de la production scientifique. C'est un soutien fort quand on est évalué. Il y a une vraie pluvale, en terme de production d'indicateurs. Par exemple, j'ai vu ça dans un bureau d'à côté, les connexions issues des documents : les co-auteurs, la connexion d'un chercheur dans son environnement ; c'est intéressant de voir avec qui j'ai le plus de connexion, une cartographie à un instant donné. C'est comme un bilan, sur le rayonnement de son activité. On voit si notre recherche est équilibrée, collaborations internes et externes à l'Ifremer, gens du labo/hors labo. » (senior 4)

« J'avais déjà eu des contacts avec la BLP-Archimer et je savais qu'ils commençaient à faire des analyses bibliométriques. Comme toute la production de l'unité est référencée dans Archimer, j'ai demandé à Morgane Le Gall et elle m'a fait un rapport avec toute la base de la production du laboratoire 2008-2009, elle m'a fait quelque chose d'assez exhaustif, elle a mis tout ce qu'elle pouvait, les indices d'impact, les citations, les collaborations et après c'est moi qui choisi d'extraire un ou deux graphiques pour intégrer dans le rapport AERES. on voit apparaître le réseau des collaborations aussi bien en France qu'en Europe (...) ça permet d'avoir une vision d'ensemble » (senior 1)

Linking associant auteurs et citations

« Ce qui est génial dans le WOS c'est qu'on peut naviguer d'auteur en auteur, avec toutes les références liées, et maintenant on a ça dans Archimer, on commence, c'est génial ! » (senior 1)

Alors que les procédures de dépôt sont très formalisées dans le cadre institutionnel de l'Ifremer, les services d'accompagnement à l'identification des ressources en libre accès et au dépôt en archive ouverte apparaissent peu développés et méconnus par les chercheurs interviewés en économie. L'intérêt porté au dispositif

RePEc tient surtout de stratégies individuelles, et aux services avancés proposés sur le dispositif. Le développement de services sur Archimer permet également de faire valoir la valeur ajoutée du dépôt avec texte intégral dans l'archive ouverte. On remarque dans les deux cas un intérêt particulier pour les services de profil, à la fois pour identifier les chercheurs et se faire identifier par la communauté.

6 Conclusion : apports et limites de l'étude

- En question : «drafts » (preprints validés) en sciences de la mer *vs* working papers (preprints non validés) en économie.
- stratégies individuelles *vs* logiques institutionnelles.
- prévalence des services de communauté sur la dimension de libre accès : développement, médiation et relation de services, principaux facteurs de réussite d'une archive ouverte (Typologie de services). C'est principalement la valeur servicielle, déclinée aux plans organisationnel, technique et relationnel qui apparaît au fondement des logiques d'appropriation des archives ouvertes dans l'économie numérique pour la communication scientifique (Bester, 2010 ; Chartron, 2013).

Bibliographie

- ARMBRUSTER, C., ROMARY L. (2009). Comparing repository types: Challenges and barriers for subject-based repositories, research repositories, national repository systems and institutional repositories in serving scholarly communications. 2009. [En ligne]. Disponible à : <http://ssrn.com/abstract=1506905>.
- BESTER, Emma (2010). Les services pour les archives ouvertes : de la référence à l'expertise. In *Documentalistes Sciences de l'information*, vol. 47, n°4, pp. 4-15.
- BHAT, Mohammad (2010). Open Access Repositories: A Review." Library Philosophy and Practice (e-Journal). [En ligne]. Disponible à : <http://digitalcommons.unl.edu/libphilprac/356>.
- BOSC, Hélène (2010). L'auto-Archivage En France : Deux Exemples de Politiques Différentes et Leurs Résultats. In *Liinc Em Revista*, 4, 2, pp. 196-217. http://archivesic.ccsd.cnrs.fr/sic_00340885/.
- CHARTRON, Ghislaine (2013). La redistribution de la valeur dans la donne numérique, dossier "Réseaux documentaires : continuité ou changement ?". In *DocSI*, n° 2, pp. 46-48.
- CREASER Claire, FRY Jenny, GREENWOOD Helen, OPPENHEIM Charles, PROBETS Steve, SPEZI Valérie, WHITE Sonya (2010). Authors' Awareness and Attitudes Toward Open Access Repositories. In *New Review of Academic Librarianship* 16, no. Sup1, pp. 145-61. doi:10.1080/13614533.2010.518851.

- GARGOURI Y., LARIVIERE V., GINGRAS Y., CARR L., HARNAD S., (2013). Green and Gold Open Access percentages and growth, by discipline. 17th International Conference on Science and Technology Indicators (STI), Montréal, CA, 05 - 08 Sep 2012. [En ligne]. Disponible à : <http://eprints.soton.ac.uk/340294/> (Page consultée le 25 mars 2013).
- HARLEY Diane, ACORD Sophia Krzys, EARL-NOVELL Sarah, LAWRENCE Shannon, KING C. Judson (2010). Assessing the Future Landscape of Scholarly Communication : An Exploration of Faculty Values and Needs in Seven Disciplines. Center for Studies in Higher Education, UC Berkeley. [En ligne]. Disponible à : http://escholarship.org/uc/cshe_fsc
- KINGSLEY, Danny (2008). Those Who Don't Look Don't Find: Disciplinary Considerations in Repository Advocacy. In *OCLC Systems & Services: International Digital Library Perspectives* 24, no. 4 pp. 204–18.
- PINFIELD S., SALTER J., BATH P., HUBBARD B., MILLINGTON P., ANDERS J. H. S., HUSSAIN A., (2014). Open-Access Repositories Worldwide, 2005-2012: Past Growth, Current Characteristics and Future Possibilities, *Journal of the American Society for Information Science and Technology*. [En ligne]. Disponible à : <http://eprints.whiterose.ac.uk/76632/>.
- PRIME-CLAVERIE Camille, ANNAIG Mahé (2013). Sites de Dépôt En Libre Accès et Formes de Médiations : Quelles Évolutions?, Suber Peter, *Open Access*. [En ligne]. Disponible à : http://archivesic.ccsd.cnrs.fr/sic_00866225.